



CJPMO demande un débat d'urgence au parlement sur la violence et les expulsions forcées à Jérusalem

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 11 mai 2021

Communiqué du CJPMO

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 11 mai 2021 — Les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) demandent instamment aux députés de convoquer un débat d'urgence sur les expulsions forcées imminentes et l'escalade de la violence à Jérusalem. L'insistance d'Israël à procéder à des expulsions massives racistes à l'encontre des Palestiniens à Jérusalem, et sa réponse violente aux manifestations palestiniennes contre ces expulsions ainsi que ses raids répétés dans la mosquée al-Aqsa pendant le Ramadan ont fait monter la tension et suscité l'indignation et l'outrage de la communauté internationale. En l'absence d'un plan clair du gouvernement canadien pour adresser les violences israéliennes, CJPMO exhorte le parlement à faire preuve de leadership et à débattre de la réponse du Canada à cette urgence en matière de droits humains.

« Lorsque le ministre des Affaires étrangères du Canada refuse de condamner les expulsions racistes par Israël des Palestiniens de leurs maisons à Jérusalem, le Parlement doit exiger une réinitialisation de la politique étrangère. », a déclaré Thomas Woodley, président de CJPMO. Il y a quelques semaines seulement, Human Rights Watch a conclu qu'Israël était coupable du crime contre l'humanité qu'est l'apartheid, citant ces évictions spécifiques comme exemple des politiques d'apartheid d'Israël. « Nous attendons des députés qu'ils débattent des problèmes sous-jacents à la crise actuelle et qu'ils s'engagent à prendre des mesures concrètes. », a rajouté Woodley. CJPMO suggère que le Canada doit répondre aux violations d'Israël du droit international et des droits de la personne de manière concrète, en laissant toutes les options ouvertes, incluant des sanctions ciblées, un embargo sur les armes ou une interdiction ciblée du commerce.

CJPMO souligne que la question des expulsions de Sheikh Jarrah avait reçu peu d'attention de la part des représentants canadiens avant les actions d'Israël au cours du weekend. Vendredi dernier, CJPMO a demandé au Canada de [condamner](#) les imminentes évictions massives à Sheikh Jarrah. À l'époque, le gouvernement canadien n'avait pas encore fait de déclaration sur la question et très peu de députés s'étaient exprimés. Après le raid initial d'Israël sur Al Aqsa, le ministre des Affaires étrangères, Marc Garneau, a finalement publié une déclaration dans laquelle il a exprimé sa « préoccupation » au sujet des expulsions à Jérusalem-Est, sans toutefois condamner Israël. Au moins 33 députés ont maintenant fait des [déclarations](#) critiques sur les évictions. CJPMO exhorte les députés à continuer à élever la voix contre les expulsions et de soumettre leurs préoccupations et propositions d'action à un débat d'urgence au Parlement.

Durant trois journées consécutives, Israël a lancé des raids violents contre les fidèles

palestiniens de la mosquée al-Aqsa à l'aide de balles en caoutchouc, de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes, et a réprimé les manifestations à travers Jérusalem, blessant des centaines de Palestiniens, dont des médecins et des journalistes. Les Palestiniens ont dénoncé les expulsions massives imminentes de familles palestiniennes de leurs maisons dans le quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est occupée, qui doivent être remplacées par des colons israéliens dans le cadre d'un nettoyage ethnique. CJPMO note également avec inquiétude la possibilité imminente d'un assaut militaire à grande échelle sur Gaza. Les tirs de roquettes en provenance de Gaza ont tué deux Israéliens et en ont blessé sept autres, tandis que les frappes aériennes israéliennes sur la population civile de la bande de Gaza ont tué 28 personnes, dont dix enfants, et en ont blessé au moins 152.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Michael Bueckert

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

Téléphone: 613-315-7947

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2021

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca